

VENDREDI 27 JUIN 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Touati lance l'alerte : « La crise est déjà là, gare à votre épargne », ce sera « pire qu'en 2008" p.1
- = Argent et espèces : quand vous pouvez "disparaître" en un clic (Bill Bonner) p.3
- = En Grèce, la panique bancaire se poursuit... (Audrey Duperron) p.6
- = Grèce : l'espoir d'un accord s'amenuise p.7
- = Deux degrés et la règle de trois (Jean-Marc Jancovici) p.8
- = BFM du 24 juin 2015 – Grenouille grecque (Philippe Béchade) p.9
- = L'Anthropocène : âge de l'homme ou âge des limites ? (livre) p.11
- = Encore des bredins... (Patrick Reymond) p.16
- = Nucléaire : l'argument économique s'effondre... p.17
- = 2014, l'année où l'Empire a refusé de mourir dans son lit p.19
- = Qui fait encore confiance à la FED ? p.24
- = La Grèce, nouveau laboratoire de la stratégie du choc p.29
- = « Les chauffeurs de taxi sont des canuts... ! » (Charles Sannat) p.36
- = Quel est le vrai poids de l'or dans l'économie mondiale ? (Philippe Herlin) p.41
- = Bruno Colmant : Mon dernier livre en téléchargement gratuit p.42
- = GES, l'interdépendance entre économie et démographie (Biosphère) p.43
- = L'argent métal, c'est maintenant ou jamais ! (Charles Sannat) p.45



Touati lance l'alerte : « La crise est déjà là, gare à votre épargne », ce sera « pire qu'en 2008"»

ZeroHedge, blog de la résistance, le saker francophone 25 juin 2015



<https://youtu.be/PFS8-53cx6o>

N'oubliez pas ceci, Touati est persuadé, rejoignant désormais un nombre incalculable d'autres analystes de haut niveau, que 2015 sera l'année du Crash et de la chypriotisation : « Krach de 2015 : le jour d'après... » : Marc Touati prédit un crash avant l'automne et « une taxation des dépôts bancaires et de l'épargne » !!

Et ce ne sont pas les signes d'alerte qui manquent , même les

gestionnaires de fonds obligataires ont dernièrement prévenus et conseillent de détenir du cash sous le matelas, comme je l'ai reporté ... ([Le Gestionnaire d'un des plus gros fond obligataire \(Fidelity\) met en garde contre un « événement systémique » : « Il est temps de détenir des liquidités physiques »](#))

Mais aussi plein d'autres, comme le [Top PDG, Keith Neumeyer, qui met en garde contre un reset mondial: « c'est dans les cartes pour sûr ... ça peut se produire Cette Année »](#) :

» [Un jour du Jugement] est dans les cartes pour sur. Prédire exactement ce que ça va être ou ce à quoi ça va ressembler ... Voilà le grand défi ... Je pense que beaucoup de gens l'ignorent ... mais il y a quelques avant-gardistes qui en parlent. Les Chinois veulent que leur monnaie soit en partie une monnaie flottante ... Je pense que ça va vraiment être la prochaine étape dans tout ce changement ... dans cette réinitialisation . Ça pourrait même arriver cette année .

Même Jakobsen de saxobank, tout à l'heure : «planquez Votre Cash et utilisez le plus tard »

« Le cycle du crédit a atteint un sommet en Mars / Avril l'année dernière et maintenant le coût du capital a été augmenté depuis Janvier (six mois) ce qui signifie pour Septembre / Octobre le plein impact se fera sentir sur les profits »

[Le « catalyseur » pour le changement sera le premier mouvement de la Fed – Ce sera un « appel de marge » plein pot \(source\)](#)

Ou encore : « [140 milliards \\$ des Fonds obligataires vont dans le Cash alors qu'un effondrement du marché obligataire se prépare](#) » :

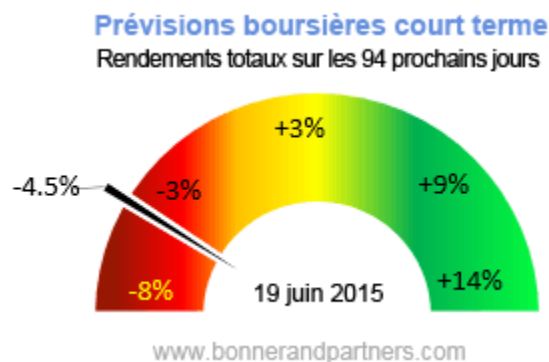
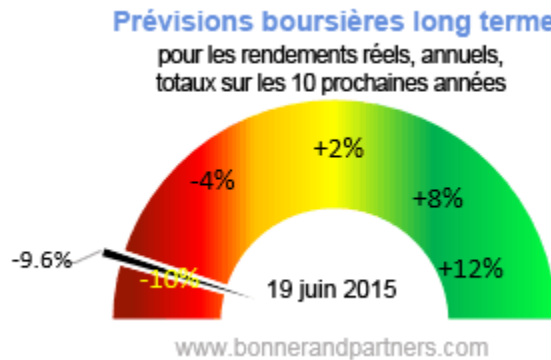
« Récemment, il est devenu évident que certains des meilleurs gestionnaires de fonds du monde deviennent préoccupés par ce qui pourrait arriver si un exode massif de fonds obligataires entrainait en collision frontale avec un marché secondaire du crédit d'entreprise complètement illiquide . »

Ron Paul qui avertit d'un « jour du Jugement » proche , et bien d'autres personnes connues, presque chaque jour ...

Argent et espèces : quand vous pouvez “disparaître” en un clic

26 juin 2015 | **Bill Bonner** | La Chronique Agora

- Notre indicateur technique de court terme nous donne un avertissement. Il prédit un rendement de MOINS 4,5% pour les valeurs US au cours des trois prochains mois. Et selon notre modèle de long terme, il faut nous attendre à une perte de 9,6% par an sur les 10 prochaines années.



Ces modèles seront-ils exacts ? Nous verrons bien.

▪ **Dynamisme... dynamite**

Nous avons également appris qu'Ewa Kopacz, Premier ministre en Pologne, a conseillé aux Polonais se rendant en Grèce de prendre "plus d'espèces" avec eux.

Pourquoi ? Parce que la situation pourrait être "très dynamique", dit-elle.

"Ne comptez pas sur vos cartes bancaires et les distributeurs de billets ; amenez plus d'espèces avec vous".

Ce n'est pas la situation dynamique qui nous inquiéterait. **C'est la dynamite qui se trouve sous le système monétaire mondial dans son intégralité.** C'est un système fondamentalement déficient. C'est-à-dire qu'il est basé sur

l'indépendance et de l'intégrité de ses gardiens. Non que nous pensions que Madame Yellen (et les autres) soit idiote. Nous ne doutons pas non plus de son honnêteté. Mais elle n'est qu'humaine, après tout. Or la planification centrale d'une économie à 18 000 milliards de dollars... en manipulant la devise papier, les prix des actifs et les taux d'intérêt... c'est une entreprise surhumaine. **Probabilités que quelque chose tourne mal : 100%.**

Un lecteur pose une bonne question :

"J'ai une question sur la recommandation de détenir du cash. Si les entreprises mettent en place un contrôle des capitaux et des banques, sous quelle forme doit-on détenir du liquide ? En dollars US ou autre devise. Si nous nous dirigeons vers une 'société sans cash', à quoi servirait-il d'avoir un tas de billets ?"

Nous aimerions avoir une meilleure réponse, mais nous n'avons que celle-ci :

L'argent est toujours une convention. C'est un accord — qui n'est quasiment jamais écrit — par lequel les gens reconnaissent une forme d'"argent" comme représentant la richesse. Depuis le début de la civilisation, les gens ont expérimentés avec diverses sortes de monnaie. Ils ont terminé — quasiment toujours et quasiment partout — avec de l'or et de l'argent-métal. Pourquoi ? Parce que ces métaux sont pratiques. Et difficiles à produire. Il s'agissait de "cash" que les gouvernements ne pouvaient pas contrôler. Il n'y avait pas besoin de surhommes pour les gérer.

Bien entendu, les gouvernements — les gens qui peuvent dire aux autres quoi faire — veulent toujours contrôler la devise. Ils y mettent leur visage. Ils battent monnaie. Ils rognent les pièces. Ils impriment des bouts de papier et appellent ça de l'argent. Mais ils n'ont jamais pu réellement et complètement contrôler le "cash". Les gens ont accumulé de l'or. Ils l'ont caché. Ils se sont enfuis avec. Ils l'ont utilisé pour échanger entre eux — sans se soucier de ce que disaient les autorités.

Et lorsque la devise officielle finissait par rendre l'âme — ce qu'elle fait toujours — les gens sont revenus à l'or parce qu'ils savaient qu'ils pouvaient lui faire confiance.

▪ **Restez méfiant**

A présent, les autorités font peut-être une nouvelle tentative pour contrôler entièrement la devise. Les économistes prétendent que c'est plus pratique

pour le consommateur (plus besoin d'attendre que le caissier rende la monnaie à la personne devant vous). Ou ils tentent de vendre ça comme un outil macro-économique utile pour les planificateurs centraux (ils pourront stimuler la demande en imposant des taux négatifs... c'est-à-dire une taxe sur votre compte en banque). Ou bien ils disent qu'un monde sans *cash* sera plus sûr — les terroristes auront plus de mal à trouver des financements et les barons de la drogue auront plus de mal à nettoyer leur argent.

La vraie raison est la suivante : le contrôle. Si les autorités peuvent éliminer le *cash*, elles peuvent facilement suivre, taxer et confisquer votre argent. Et si elles peuvent contrôler votre argent, elles pourront vous contrôler aussi. Vous avez une opinion qu'elles ne veulent pas entendre ? Vous appartenez à un groupe dont elles veulent se débarrasser ? Vous voulez savoir ce qu'on a fait de l'argent de vos impôts ?

Attention, en un clic de souris, on pourrait vous faire "disparaître".

"Parfois, quand le gouvernement vous dit de faire une chose, il vaut mieux faire le contraire", nous dit un voisin français.

En 1944, son père était maire adjoint d'une petite ville dans le sud-ouest de la France. Les Alliés avaient débarqué en Normandie et l'armée allemande ramenait ses troupes vers le Rhin.

Notre ami raconte :

"Quelqu'un avait fait exploser un camion allemand pendant qu'il passait dans la ville. C'est ce que les gens faisaient. Ils tiraient sur les Allemands. Et les SS n'appréciaient pas. Ils rassemblaient le maire et quelques autres personnes. S'ils ne dénonçaient pas le coupable, ils tuaient le maire — et, parfois, la ville entière.

Mon père a reçu un message disant qu'il était convoqué sur la place du village. Il a préféré partir dans les bois... et il a bien fait. Sinon je ne serais pas là".

Quand avez-vous besoin d'une pile de *cash* ? Quand les autorités tentent de le rendre hors-la-loi.

Ayez des billets. Et de l'or.

En Grèce, la panique bancaire se poursuit...

par Audrey Duperron · 25 juin 2015 Express.be

Le journal Le Monde affirme qu'en Grèce, la panique bancaire se poursuit, et qu'au cours de la semaine dernière, près de 5 milliards d'euros auraient quitté les banques grecques pour être placés de préférence en Allemagne.

Lundi 22 juin, on a enregistré 1,5 milliard d'euros de retraits, et le vendredi précédent, ceux-ci avaient même culminé à 2 milliards d'euros. Les fuites de capitaux cumulées depuis janvier 2010 atteignent 80 milliards d'euros.

Les Grecs redoutent les conséquences d'un « Grexit », c'est-à-dire d'une sortie de la Grèce de la zone euro, qui serait accompagnée d'un retour de la drachme, probablement très dévaluée. Elle aurait pour effet d'éroder leur épargne, et c'est pour se prémunir contre ce risque qu'ils retirent leur argent de leur banque, les plus pauvres pour le conserver en espèces chez eux, et les plus favorisés, pour le placer à l'étranger.

Les flux correspondants entre la Grèce et les différents Etats-membres de la zone euro sont visibles au travers du système de paiement appelé « Target 2 », qui gère les règlements des transactions des banques centrales, et ceux des banques commerciales avec leur compte ouvert auprès de la banque centrale de leur pays. Actuellement, le compte de la banque centrale grecque dans le système « Target 2 » présente un déficit de 110 milliards d'euros, un record. A l'automne 2014, ce découvert ne s'élevait encore « qu'à » 40 milliards d'euros.

Les mouvements de fonds les plus fréquents sont opérés à destination de l'Allemagne, puis de la France, des Pays-Bas, du Luxembourg, mais aussi vers le Royaume-Uni. Parfois, ces transferts sont la première étape vers un investissement dans des actifs à l'étranger, souvent dans le domaine de l'immobilier.

Le rythme de ces fuites de capitaux n'est pas sans poser un grave danger pour le système bancaire grec, et pour cette raison, il est l'un des enjeux les plus cruciaux de l'issue des négociations de la Grèce avec ses créanciers, et de la façon dont elle pourra se sortir de cette crise, comme l'a analysé une source proche des autorités de régulation européennes :

À ce niveau, ces transferts d'argent sont dangereux pour le système bancaire. Le contrôle des capitaux devient une option à étudier très

sérieusement ».

Grèce : l'espoir d'un accord s'amenuise

Le contrarien matin, Charles Sannat 26 juin 2015

Comme me le faisait remarquer fort justement un camarade contrarien (mais généralement vos commentaires sont forts pertinents et me permettent d'enrichir considérablement ma réflexion, donc surtout écrivez-moi sans modération, même si je ne peux pas répondre à tous), la BCE vient de prêter aux banques grecques... 68 milliards d'euros de liquidités d'urgence... Mais les négociations pourraient échouer pour 2 pauvres petits milliards d'euros de rien du tout.

Parfois, il y a de quoi se gratter sérieusement la tête.

En attendant, Tsipras fait un « caprice »... et les Grecs sont vraiment très, très méchants...

Charles SANNAT

BRUXELLES, 24 juin (Xinhua) – La zone euro doit tenir une nouvelle réunion décisive de dernière minute pour apporter une dernière touche aux nouvelles propositions de la Grèce ce mercredi soir, mais l'espoir de parvenir à un accord s'est estompé à partir du moment où les propositions faites par le pays endetté ont été rejetées par ses créanciers internationaux.

« Cette position étrange semble indiquer que soit ils ne veulent pas d'accord, soit ils servent des intérêts particuliers en Grèce », a tweeté le Premier ministre grec Alexis Tsipras peu après de nouvelles discussions qui visaient à conclure un accord sur la dette à Bruxelles.

Les médias ont rapporté que les créanciers avaient demandé un changement complet des propositions concernant les retraites que M. Tsipras a présentées lundi matin avant la tenue en fin de journée lundi de la réunion d'urgence des dirigeants des pays de la zone euro, alors que ces nouvelles propositions de la Grèce avaient été qualifiées de « bonne base » pour des discussions ultérieures à mener cette semaine.

« Le rejet répété de mesures équivalentes par certaines institutions ne s'est jamais produit avant, ni en Irlande, ni au Portugal », a fait remarquer M. Tsipras.

Selon des propos rapportés dans la presse, un officiel de l'Union européenne a cependant insisté sur le fait que les discussions ne sont pas rompues et a déclaré que l'échange de propositions différentes faisait partie du « processus normal » des négociations.

Le temps presse pour la Grèce et ses créanciers : il leur faut parvenir à un accord avant qu'Athènes n'ait à rembourser un emprunt de 1,6 milliard d'euros au FMI à la fin du mois.

La Grèce sera en défaut de paiement si elle ne peut effectuer ce remboursement, ce qui pourrait alors déclencher des « contrôles de capitaux » sur ses banques. Ces derniers jours, les épargnants grecs ont retiré des milliards d'euros et mardi la Banque centrale européenne a dû à nouveau relever le plafond des liquidités d'urgence pour les banques grecques.

Deux degrés et la règle de trois

Jean-MArc Jancovici , Tribune parue dans Les Echos du 2 juin 2015

site de l'auteur : www.manicore.com - contacter l'auteur : jean-marc@manicore.com

A Copenhague, en 2009, les négociations climat ont fait naître un chiffre désormais emblématique pour l'avenir : 2°C. C'est, au vu de [notre connaissance du passé](#), le réchauffement global à ne pas dépasser pour éviter un avenir que nous trouverions bien trop amer.

Or, la physique et la chimie nous disent que le climat de 2100 ne dépendra, au premier ordre, que de la quantité totale de gaz à effet de serre que les hommes auront envoyée dans l'atmosphère entre 1850 et 2100. Pour respecter les 2°C, nos émissions à venir ne doivent pas dépasser la moitié de ce que nous avons déjà émis depuis 1850.

La suite relève des mathématiques de Terminale : si le cumul est limité à 1,5 fois les émissions passées, alors nos émissions annuelles doivent commencer à baisser dans les années à venir, être ramenées au tiers de leur valeur actuelle en 2050, devenir nulles vers 2080, et négatives (par le stockage de CO₂) à la fin du siècle.

Passons à la pratique. Avec environ 1.500 GW (l'équivalent de 1500 réacteurs nucléaires) de centrales à charbon et 800 GW de centrales à gaz dans le monde, l'électricité pèse 25% des émissions mondiales. Nous avons 50 ans –

pas plus – pour tout remplacer par nucléaire et ENR, les secondes demandant parfois 10 à 40 fois plus de capital que le premier pour le même résultat.

La planète compte plus d'un milliard d'engins roulants, volants et naviguant (15% des émissions) : 2°C supposent ne rien vendre d'autre, dès demain ou presque, que des voitures à 1 ou 2 litres aux 100, des camions à 10 litres, et des bateaux à voile ou nucléaires. L'industrie pèse 15 % du total, les 4/5^è venant des matériaux de base (métallurgie, chimie, ciment, papier...). Même avec des trésors d'ingéniosité, les tonnages actuels ne peuvent se maintenir : vive l'économie circulaire !

L'agriculture représente près de 30% des émissions, le bétail étant directement ou indirectement à l'origine de l'essentiel : il faudra manger moins de grosses bêtes. Enfin, nous avons plus d'une centaine de milliards de mètres carrés de logements et bureaux de par le monde : tout rénover demande environ une année de PIB mondial. Tout cela est possible, et même souhaitable. Mais combien de dirigeants ont compris que c'était cela, l'économie des 2°C ?

BFM du 24 juin 2015 – Grenouille grecque

juin 25, 2015/ Vidéos des éconoclastes /par Philippe Béchade

Grenouille grecque : Philippe Béchade VS Thomas Vlieghe



Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bacchade-vs-thomas-vlieghe-12-marchacs-doit-on-s-attendre-a-un-scenario-catastrophe-en-grace-et-en-zone-euroa-2406-567745.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bacchade-vs-thomas-vlieghe-22-peut-on-espacer-une-amaclioration-des-racsultats-d-entreprises-cet-actaca-2406-567777.html>

« Compte tenu de l'alignement des planètes, gnagnagna, obtenir une croissance de 0,6% au premier trimestre et qui sera probablement du même ordre [...] au deuxième trimestre », le bon chiffre du PMI était « le minimum qu'on pouvait attendre ».

« On a déjà pricé, surpricé, overpricé au delà de tout ce qu'on a pu connaître depuis l'an 2000 l'amélioration conjoncturelle que l'on constate aujourd'hui »

« Quant à la Grèce, c'est absolument sans espoir. Ce que Tsipras accepte quelque part c'est 30 ans de tutelle absolue des créanciers, emprunt perpétuel. »

« Les grecs veulent rester dans l'euro. Est-ce que si on leur avait expliquait en 2010 que rester dans l'euro signifiait un doublement du taux de pauvreté, un triplement du chômage, une baisse moyenne de 30% des salaires, une baisse moyenne de 45% des retraites, on leur avait présenté ce package et on leur aurait dit : « Voulez-vous rester dans l'euro ? », vous pouvez imaginer quelle aurait été la réponse. »

« Là les grecs sont comme la grenouille qu'on met dans la casserole sur la bouilloire, ils sont en train de mourir, ils n'ont même plus la force de sauter hors de la casserole. »

« Regardez le Japon : 325% d'endettement. C'est un exemple le Japon, c'est un modèle d'audace économique. La Grèce à 180% d'endettement : c'est pas bon ! Les riches ne payent pas d'impôts en Grèce : c'est pas joli ! Aux Etats-Unis les riches en payent beaucoup moins que les classes moyennes : ça c'est bien ! »

« Comment voulez-vous qu'un pays où le pouvoir d'achat chute de 40% en 4 ans [...] se sorte de l'ornière ? »

« **Jamais les résultats progresseront à la vitesse des marchés au premier trimestre** » néanmoins l'amélioration des résultats suite au fameux alignement des planètes devrait être réelle. De plus, le fait que les taux d'intérêts aient monté mais que les marchés actions continuent leur course folle n'est autre que la conséquence de l'assouplissement quantitatif et de l'injection de liquidités massive : « **c'est juste un marché qui est sous pression et sous opium monétaire.** »

« **Il faut arrêter de nous sortir des arguments comme quoi on paye l'amélioration des résultats, on paye l'amélioration de la conjoncture, etc.** »

La FED devrait relever ses taux en deux temps : septembre puis décembre.
« **25 points de base, 50 points base, ça ne change pas grand chose aujourd'hui au niveau des taux longs** » ce qui fait que les marchés n'ont pas eu une crise d'allergie lors de ces annonces.

Le marché le plus inquiétant aujourd'hui est le marché chinois avec en une semaine -18.5% puis +10%.

« **Ça se sont les réactions typiques d'un marché qui est prêt à craquer à la moindre alerte.** »

« **Le deuxième danger ça reste tout de même le parlement grec.** »

L'Anthropocène : âge de l'homme ou âge des limites ?

Compte-rendu de lectures par Christophe Bonneuil <http://www.institutmomentum.org/>



Compte-rendu de

Agnès Sinaï (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2013.

Christian Schwägerl, *L'Age de l'Homme. Construire le monde de main à l'ère de l'anthropocène*. Paris, Manifesto, 2012.

L'Anthropocène. Nous y sommes déjà, autant apprivoiser le mot et ce dont il est le nom. C'est notre époque. Notre condition. C'est le signe de notre puissance, mais aussi de notre impuissance. Cette nouvelle époque de l'histoire géologique de la Terre, débutant avec la révolution thermo-

industrielle et succédant à l'Holocène, a été proposée en 2000 par le prix Nobel Paul Crutzen. Depuis, le concept d'Anthropocène est devenu une plateforme de ralliement entre scientifiques (géologues, écologues, spécialistes du climat, etc. se réclamant d'un nouveau champ interdisciplinaire autour de l'étude systémique du globe, les « sciences du système terre »), chercheurs des sciences humaines et sociales, et organisations politiques et associatives, pour penser cet âge dans lequel les humains sont (différentiellement) devenus une force tellurique, à l'origine de dérèglements écologiques globaux et profonds qui les touche (inégalement) en retour.

En termes d'extinction de la biodiversité, de composition de l'atmosphère, de cycle de l'eau, l'azote ou le phosphate ou de bien d'autres paramètres, nous sortons en effet, depuis deux siècles, avec une accélération depuis 1945, de la zone de stabilité que fut l'Holocène pendant 11 500 ans. Dans l'hypothèse (optimiste ?) de +4° en 2100, la Terre n'aura jamais été aussi chaude depuis 15 millions d'années. Quant à l'extinction de la biodiversité, elle s'opère actuellement à une vitesse 1000 fois plus élevée que la moyenne géologique, et correspond à une 6^e crise d'extinction depuis l'apparition de la vie sur terre, la précédente étant celle qui fit notamment disparaître les dinosaures il y a 65 millions d'années.

Bref, l'agir humain opère désormais en millions d'années, échelle pour laquelle nous ne disposons d'aucune transmission culturelle d'expérience sur ce que peut signifier habiter la Terre dans ces conditions-là, puisque le genre humain n'est apparu qu'il y a deux millions et demi d'années. La temporalité longue de la terre et la temporalité de l'histoire humaine se télescopent, créant une situation inédite et imprédictible qui questionne nos façons de voir le monde et de l'habiter. Ce qui nous arrive n'est pas une crise environnementale, c'est une révolution géologique d'origine humaine. Il y a quelques décennies encore, l'« environnement » était compris comme ce qui nous entoure, le lieu où l'on va prélever des ressources ou larguer des déchets ou que l'on se doit en certains points de laisser « vierge ». Les économistes parlaient des dégradations environnementales comme des « externalités ». Le discours du « développement durable » affirmait mettre en négociation l'économique, le social et l'environnement vus comme trois pôles bien identifiés. Bref l'environnement était reconnu comme « en crise » mais séparé de nous. Le concept d'Anthropocène met à bas cette séparation. Au

lieu de « l'environnement », il y a désormais « le système terre » (comme machinerie complexe) voire « Gaïa » (comme altérité qui fait retour, comme histoire et devenir). Les humains ont fait irruption dans le devenir géologique de la planète tandis que les processus globaux et de longue durée de la Terre ont fait irruption dans la scène politique et dans nos vies quotidiennes.

D'où un nouveau regard sur la nature de la crise écologique que nous vivons. Le problème n'est pas seulement que notre « environnement » se dégrade, que les « ressources » (catégorie qui postule un caractère extérieur et statique aux éléments et processus de la Terre) s'épuisent, creusant les inégalités sociales et menaçant d'une nouvelle barbarie géopolitique[1]. Ensuite il ne s'agit pas d'une crise passagère mais d'un dérèglement durable : la Terre s'engage vers des états qu'elle n'avait pas connus depuis des millions d'années et que la sortie de l'Holocène est probablement irréversible. Même si nous parvenions à entrer dans une nouvelle civilisation de sobriété (si possible heureuse et équitable), la Terre mettrait des dizaines de milliers d'années au moins à retrouver son régime géobioclimatique de l'Holocène. Quant aux traces de notre âge urbain, industriel, consumériste, chimique et nucléaire, elles resteront pour des milliers voire des millions d'années dans les archives géologiques de la planète.

Ce constat d'un basculement de la Terre vers une nouvelle époque est partagé par deux ouvrages : *Penser la décroissance*, dirigé par Agnès Sinaï, et *L'Âge de l'homme* de Christian Schwägerl. L'anthropocène, c'est un monde plus chaud et plus lourd de risques et de catastrophes, avec un couvert glaciaire réduit, des mers plus hautes, des climats déréglés; c'est un tissu vivant appauvri et artificialisé.

Mais au-delà de ce constat partagé, les deux ouvrages adoptent des perspectives radicalement opposées. Journaliste scientifique au *Spiegel*, Schwägerl croit à un salut par la technologie, tandis que le collectif d'auteurs de l'institut Momentum emmené par Agnès Sinaï investit politiquement l'anthropocène pour pointer les impasses d'un modèle de développement qui s'est globalisé (avec le concours actif des sciences et techniques), et ouvrir des perspectives vers une descente équitable vers la sobriété. La notion de « descente », déjà mise en œuvre dans des « plans de descente énergétique » locaux, est un « mot obus » comme celui de « décroissance » tant il est difficile de proposer à la société d'aller vers le « moins » de consommation

matérielle et énergétique, et tant cela touche des représentations profondes du monde et du temps. La contribution d'Yves Cochet à *Penser la décroissance* distingue ainsi trois modèles du monde : le « modèle productiviste » ou progressiste, plaçant l'avenir comme continuation indéfinie du passé en mieux, le « modèle augustinien » où le déclin succède à la croissance, et le « modèle discontinuiste » des sciences de la complexité fait de bifurcations, catastrophes et réarrangements. De ce point de vue, Christian Schwägerl reste dans le premier modèle. Ce qu'il met en avant en invoquant l'Anthropocène, c'est la puissance de l'agir humain. S'il nous fait peur quelques instant devant cette puissance géologique, c'est pour mieux bomber le torse puisque « *l'ère de l'homme-créateur débute, une ère dans laquelle l'être humain crée le monde du vivant grâce au pouvoir de sa pensée* » (p. 30-31). Si quelques pages sont consacrées au « vivre simplement », c'est la théologie scientiste et productiviste de Teilhard de Chardin (auteur [du Phénomène humain](#), 1955, élogieusement cité plusieurs fois dans le livre), actualisée par les bidouillages biotechnologiques et brevetés de Craig Venter, forme la colonne vertébrale du livre. « L'Homme » domine le monde nous répète-t-il. Et la responsabilité associée de « gérer rationnellement la planète » sert surtout de légitimation au projet cornucopien et géocratique d'ingénierie technoscientifique de la planète entière, à la manière dont le « fardeau de l'Homme blanc » légitimait le colonialisme. Nous serions ainsi « *une communauté de jardiniers de la planète* » (p. 290), une planète dont « *tous les êtres vivants sont vus comme les animaux domestiques de l'homme* » (p. 288), un homme (toujours au masculin dans le livre) qui peut se réjouir de « *l'élargissement massif du pouvoir de prévision* » : grâce « *à la transformation des réseaux informatiques en systèmes intelligents, à la fusion du savoir mondial et au recouvrement de la planète par un dense réseau de capteurs, il est de plus en plus facile de comprendre l'avenir* » (p. 290-91). Pour Schwägerl qui multiplie les métaphores biologiques pour parler du rôle de la science, c'est dans les tubes à essais des laboratoires que germe cette humanité nouvelle : « *une civilisation à la fois nouvelle et meilleure grandit dans des centaines de centres de recherche à travers le monde* » (p. 245). Le travail journalistique de l'auteur pour repérer les diverses innovations émergentes qui promettent de résoudre les problèmes environnementaux est remarquable, mais on reste sceptique devant son optimisme technocentré. Non seulement les scientifiques trouveront les

solutions techniques à nos problèmes, mais ils sont aussi pour Schwägerl notre modèle moral. Ils sont les héros de la civilisation du future qui consomme (un peu) moins et qui sait et recherche plus. L'éthique de la connaissance de Monod, posant la science comme valeur supérieure à toute autre valeur humaine, complète chez Schwägerl l'éthique baconienne de la maîtrise du monde.

La contribution de l'ingénieur Philippe Bihoux dans *Penser la décroissance* apporte un démenti documenté à la thèse de Schwägerl. Il montre en effet que nous sommes en train d'extraire, en une seule génération, autant de métaux qu'en toute l'histoire de l'humanité, et, pire, que tous les matières premières vitales aux technologies des énergies dites renouvelables (les aimants pour les d'éoliennes, le sélénium et autres métaux rares pour les panneaux photovoltaïques, etc...) pourraient se faire rares et chères. Qui plus est, les hydrocarbures conventionnels et les minerais les plus concentrés étant en recul, extraire de l'énergie et des métaux requiert de plus en plus d'énergie. Les « solutions » « High-Tech » (inflation énergétique du numérique, smart-grid, etc.) semblent donc soumises, elles aussi, à la perspective de rendements décroissants. Plutôt qu'une foi béate dans les nouvelles technologies prétendument vertes, on ne peut donc éluder la question de la nécessaire baisse de la consommation nette de matières premières non renouvelables, et du ralentissement des « innovations » intensives en ressources non renouvelables, notamment dans les NTIC.

Pour les auteurs de *Penser la décroissance* l'avènement de l'Anthropocène est donc bien autre chose qu'un problème à résoudre par des innovations technoscientifiques. Il questionne plus profondément le modèle de développement industrialiste, capitaliste (puisque le bloc socialiste a échoué dans la concurrence productiviste avec l'Ouest), et consumériste né en Occident et qui s'est désormais imposé à toute la planète. Plutôt qu'une rhétorique du salut par la science, il prolonge les réflexions de Hans Jonas, Jean-Pierre Dupuy et Harald Welzer (*Les guerres du climat*) en regardant en face l'imminence de catastrophes environnementales qui seront indissociablement des catastrophes sociales (on compte d'ores et déjà 32 millions de réfugiés climatiques par an). La contribution de Luc Semal montre qu'envisager l'implosion du modèle de développement insoutenable actuel et définir des plans d'action territoriaux pour s'y préparer dans la résilience solidaire, loin d'être vecteur d'un totalitarisme éco-technocratique

(le « technofascisme » dénoncé par Gorz), peut au contraire renouveler et renforcer la démocratie. C'est notamment le cas avec les initiatives de transition qu'il a étudié de près en Grande-Bretagne et en France. Mathilde Szuba, elle, discute l'intérêt de politiques de rationnement dans le passé et l'avenir et présente les débats britanniques autour du projet d'un quota individuel de carbone. Elle montre que le rationnement constitue un moment de reprise en main du marché par le politique et permet l'inscription des limites environnementales dans des politiques publiques plus égalitaires et efficaces à la fois, car elles agissent sur les quantités et non sur les prix. Certes la régulation par les prix exclut les moins aisés de l'accès aux ressources, mais le modèle de quotas individuels échangeables de carbone n'est pas non plus sans problèmes : individualisation qui ne peut faire l'économie de politiques structurelles, échange inégal permettant aux riches d'acheter des crédits carbone au simple coût d'opportunité des pauvres. La contribution d'Hugo Carton discute d'ailleurs des cadrages « néolibéraux » qui imprègnent le concept en vogue de « résilience », tandis que celle d'Alice Le Roy discute la notion de biens communs et les travaux d'E. Ostrom, à la fois plus pratique et plus politique – en ce qu'elle reconnaît des divergences d'intérêts et les travaille par la combinaison de différents régimes de propriété -publique, privée, collective, à différentes échelle – que la notion de « développement durable » qu'elle critique comme « mythe pacificateur ». Dennis Meadows conclut d'ailleurs sur la « **faillite du développement durable** ». Un livre essentiel.

[1] Harald Welzer, *Les guerres du climat*, Paris, Gallimard, 2009.

Encore des bredins...

Patrick Reymond 24 juin 2015

Cette fois, **ce sont les saoudiens**, qui veulent transformer leur pays en rois du renouvelable, après avoir torpillé, dans les années 1970, le solaire.

Mais pour le lobby électro-nucléaire Français et JM Jancovici, il n'existe que le nucléaire. Bien entendu, la possibilité de produire de l'U classique, pour des centrales classiques, ne les effleurent même pas.

Il serait très savoureux, d'ailleurs, de connaître l'état des stocks réels d'U utilisable. Après 25 ans de déficit, ils ne doivent pas être très haut.

Pour ce qui est de l'électricité solaire et éolienne, le modèle centralisé est

condamné, mais après, se posera le problème du remplacement. Sans doute, la vérité est elle mitigée. Elon Musk veut des unités totalement autonomes, mais cela correspond à l'ouest des USA. Ailleurs, la vérité sera sans doute celle d'unités plus petites, mais quand même intégrées. On peut même imaginer un système à deux vitesses, le courant dépendant des autorités municipales en ville, et totalement autonomes en campagne.

D'autant qu'en France, EDF a une politique schizophrène : paralyser le développement de l'alternative, mais, en augmentant les tarifs, on ouvre la voie au renouvelable. Et, paradoxalement, en retardant la mise en route, on abaisse son coût. Le prix des batteries et des installations devraient encore nettement, baisser.

Sans compter, bien sûr, la cure d'austérité que représente la hausse du prix de l'énergie...

Dans le monde, c'est record du renouvelable, qui sera battu l'année prochaine, et ensuite, l'année suivante, etc...

On ne peut qu'être saisi par le comportement soviétoïde des autorités françaises.

Nucléaire : l'argument économique s'effondre...

Patrick Reymond 25 juin 2015

L'argument économique du bien fondé du nucléaire s'effondre. Le nucléaire, c'est cher, les entreprises du secteur sont plombées par leurs dettes et leurs besoins d'investissements, sans compter les danseuses qu'ils ont entretenues pendant des années.

Les rentes d'EDF se sont envolées chez les actionnaires, et dans des miroirs aux alouettes, dans les amériques, latines (Mexique, Argentine, Brésil), dont ils sont revenus penauds, mais pas guéris de balancer du fric, dans des trous sans fonds, comme les USA ou la Grande Bretagne.

L'industrie du nucléaire se rétracte dans le monde, et si quelques centrales sont en construction, l'effort, c'est le renouvelable.

Et ce ne sera que lui. Le prix du solaire photovoltaïque s'est effondré, en en faisant la source la plus compétitive qui soit, et s'effondrera encore plus, le solaire thermique est opérationnel depuis belle lurette, l'éolien est mature.

Mais, le plus intéressant, je le lisais sur un site où l'on apprend à fabriquer les éoliennes de particuliers.

Ce site indiquait, que, vue leur taille, elles ne seraient jamais rentables. Mais la manière de voir le problème, est, à mon avis, totalement erronée.

En effet, cela voudrait dire qu'on est en possibilité éternelle d'être toujours et totalement approvisionné à un coût vraisemblable.

Je doute fort de cette possibilité, mais je subodore le retour d'une économie à l'ancienne. A l'image de ces paysans de Haute Loire, qui remontaient sur leurs toits après chaque hiver, pour remonter les lauzes descendantes... Les lauzes, c'est lourd, et ça descend. Surtout avec la neige et la mousse.

Même une éolienne de particulier peut être rentable, à la seule condition de la connaître, de l'avoir fabriquer soi-même, savoir fabriquer les pièces, et faire la maintenance. Quand à certaines réflexions, sur les pièces usées au bout de deux mois, je leur dirait, bienvenu au club de la maintenance, où l'on apprend, que dans les pièces, ce qui coûte cher, c'est la matière dont elles sont faites. Plus elles sont adaptées et résistantes, plus elles coûtent et durent.

Dans la production d'acier, je dirais qu'au minimum 95 % n'intéressent même pas le sidérurgiste, mais que la marge se fait sur le mouton à 5 pattes, et les qualités supérieures. Mais on peut fonctionner facilement, avec des pièces d'usure bon marché. Il suffit de les changer, et de savoir qu'il faut les changer, et au bout d'un certain temps, on les change plus vite que son ombre.

C'est le retour à une économie soviétoïde, où il fallait faire de l'entretien, quand on avait pas la qualité. Mais certainement pas, faire-faire l'entretien.

En cas de collapsus, de plus en plus probable, à la vue des événements grecques, on peut s'attendre à un effondrement complet des disponibilités en énergie, dont l'énergie électrique. Le bon côté des choses étant que les usages aberrants, "modernes", seront les premiers affectés.

Les compagnies d'électricité européennes sont en coquetterie avec l'économie. Elles sont toutes en mauvaise santé, sans exception, et ce, pour une simple baisse de la consommation électrique de 3300 TWh à 3100...

On dit qu'[aucune crise](#) n'a eu lieu en 2014 ? c'est peut être les chiffres officiels, mais peut être pas la réalité. En tout cas, l'austérité est bien là, et si l'on saigne les ménages, il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils fassent la fête. Ils s'adaptent. Pour le moment en réduisant, et après, en produisant eux-mêmes

le nécessaire...

Courrier de lecteur.. 26 juin 2015

"Si les nouveaux systèmes énergétiques avait la moindre viabilité économique nous verrions beaucoup d'entre eux se diffuser.

Au lieu de cela, tout ce que nous voyons est la croissance des sources d'énergie qui ont besoin de subventions. Une vraie source d'énergie pas cher pourrait être imposée à un taux élevé, et soutenir ainsi l'économie.

La population française, redevenue pauvre et ravagée par le chômage ne développera jamais du photovoltaïque faute de moyens ! Un état appauvrit ne rentrant plus aucun impôt ni taxes à cause de l'hécatombe économique ne perdra pas ses maigres ressources dans du renouvelable. Les gens devront alors s'adapter à la pénurie énergétique comme les Mayas."

Il ne faut pas oublier plusieurs choses qui rendent ce point de vue faux. Le pouvoir d'inertie et de manipulation des dominants peuvent notablement retarder les évolutions. Cela a été le cas après le pic pétrolier charbonnier anglais en 1913. C'est toujours plus simple de manipuler les prix et les consciences, que de changer de technique.

Les bidonvilles du 1/3 monde sont très souvent équipés du solaire thermique, peu existant chez nous, "pays riche", alors que le dit solaire thermique est obligatoire en Espagne. Mais on ne veut, en France, pas chagriner EDF, et autres, et les chauffe-eau électrique, si inutiles.

Après la paupérisation entraîne, comme disait Braudel, la population vers d'autres rivages. Les pauvres ont toujours innové en matière d'alimentation, notamment. Mais fabriquer des équipements à 10 francs six sous, c'est une démarche de militants. Cela pourrait devenir démarche répandue. Parce que la démarche de militant, c'est chiant, le système D, lui, est de toutes les époques.

Enfin, le FMI n'en a pas cru ses yeux. Quand il a fait les comptes pour les subventions au fossile : 15 milliards/jour...

Bien sûr, ce montant est discutable, et quand bien même il serait divisé par deux, on voit que le renouvelable n'a pas le monopole de la subvention...

Et que la rentabilité supposée du fossile, n'est que supposée.

Le problème, c'est que le renouvelable, s'il est principalement dirigé vers l'autoconsommation, c'est la mort du petit cheval, du CAC40, du Dow Jones et de tout notre petit monde.

Les néolibéraux font finalement bien marrer, quand ils disent qu'ils ne veulent pas d'intervention de l'état. Ils la sollicitent tous les jours.

2014, l'année où l'Empire a refusé de mourir dans son lit

Entre-filet, 15 décembre 2014

15/12/2014 On espérait un peu naïvement que l'Empire US mourrait dans son lit (1). Il n'en est rien. Gangrené par sa faillite financière, morale et sociale, il décline bien sûr comme prévu et le Système atlantiste avec lui. Sauf que tout se passe beaucoup plus vite qu'attendu. Saisi de panique, l'Empire a donc mis à profit l'année 2014 pour semer partout le chaos pour tenter de conjurer son déclin, allant jusqu'à construire toutes les conditions d'une Troisième guerre mondiale. Il aura évidemment pris soin de fixer l'épicentre de la chose loin de son sanctuaire (2), avec l'assentiment d'une élite européenne de groupies-technocrates, et autres idiots utiles, encadrés par un proconsul allemand rétabli dans sa grandeur (3). 2014 aura donc été l'année d'un emballement stupéfiant et d'une montée aux extrêmes terrifiante, l'année où l'Empire aura refusé de mourir dans son lit, ouvrant une nouvelle séquence historique plus folle que jamais.

Du grand frère protecteur au tortionnaire

Lorsque des clowns formatés dans des écoles de com' prétendent lui commander, l'Histoire peut se montrer d'une cruauté infinie. Ainsi en va-t-il du dernier POTUS, Barack Hussein Obama, à la fois Prix Nobel de la Paix, geôlier en chef du camp de torture de Guantanamo et artisan d'une nouvelle guerre froide à l'issue potentiellement apocalyptique.

Le mythe hollywoodien du grand frère américain protecteur, un peu couillon mais bienveillant, est bel et bien définitivement enterré, malgré la puissance de la machine de propagande mobilisée pour l'entretenir.

Aujourd'hui, la plupart des peuples du monde sont ainsi passés de la fascination pour l'*American Dream* au dégoût à l'égard d'une hyperpuissance

aussi vorace que brutale, qui n'hésite pas à semer la mort et le chaos pour *«perdurer dans son être»*.

2014 fait à ce titre un peu figure de point d'orgue, où l'on aura vu l'Empire étrenner l'année par une alliance avec des groupes néonazis ukrainiens – pour perpétrer le coup d'Etat que l'on sait–, puis la terminer dans la puanteur exhumée de ses habituelles pratiques tortionnaires (4).

Et c'est aux pieds de cet Empire-là que les élites européennes n'en finissent plus de ramper, se soumettant à tous ses diktats, couvrant tous ses crimes, se prêtant à toutes ses manigances les plus folles.

A cet égard, le cas de l'Allemagne mérite désormais une attention particulière.

«We've beaten the Germans twice, and now they're back!»

On se souvient des craintes de Mitterrand et de la Dame de fer à l'aube de la réunification allemande, craintes parfaitement résumées par Margaret Thatcher lorsqu'elle s'était écriée : *«Quoi, nous avons battu deux fois les Allemands et les voilà encore de retour ! (5)»*.

De facto, l'Allemagne est en effet (re)devenue la puissance dirigeante en Europe, au point que certains observateurs, comme Emmanuel Todd, n'hésitent plus à parler d'un Empire allemand reconstitué (6).

Or la soudaine adhésion de la chancelière allemande à l'hystérie guerrière antirusse de l'Empire US pose de graves questions.

Suite au scandale des écoutes perpétrées par la NSA sur son téléphone portable, on pensait pourtant que la lune de miel avec Washington ne serait pas pour demain, la chancelière allemande faisant savoir qu'*«entre des amis proches et des pays partenaires comme le sont la République fédérale d'Allemagne et les Etats-Unis depuis des décennies, une telle surveillance d'un chef de gouvernement ne saurait exister.»* Parlant même d'un *«coup sérieux porté à la confiance mutuelle entre les deux pays»*.

C'était en octobre 2013, peu avant le début du coup d'Etat de Kiev.

Mme Merkel s'était ensuite joint à la meute des toutous pour hurler avec l'Empire contre Moscou, mais toutefois sans excès. Du moins jusqu'au discours de Sidney, le 17 novembre dernier, où la chancelière a attaqué la

Russie avec une agressivité inédite, affirmant notamment «*que les agissements de la Russie mettaient en péril la paix en Europe*» (7).

Comme le souligne Philippe Grasset dans *dedefensa* (8), «*aucun élément nouveau décisif, dans les trois ou quatre derniers mois, ne paraît devoir justifier le revirement de Merkel exprimé dans des termes si dramatiques et alarmistes, et encore moins l'expliquer.*»

D'où l'hypothèse, de plus en plus répandue, que les écoutes de la NSA ont finalement payé, et que les USA feraient tout simplement chanter la chancelière. Les Etats-Unis disposeraient donc de «*moyens de pression pouvant aller aussi bien de documents récupérés de l'ex-RDA, par exemple des archives de la Stasi, que de certaines affirmations et confidences de la chancelière interceptées par la NSA.*»

C'est bien évidemment possible, la politique étrangère étasunienne relevant davantage du gangstérisme que de la diplomatie.

«Une autre guerre en Europe ?

Pas en notre nom !

Il n'en reste pas moins que la volonté des Etats-Unis de faire de l'Allemagne leur principal supplétif en Europe ne date pas d'hier, et qu'ils estiment apparemment depuis longtemps déjà qu'Angela Merkel a le profil idéal pour le rôle (9).

De son côté, en jouant ainsi la carte US de l'affrontement contre la Russie, l'Allemagne d'Angela Merkel paraît tentée par un nouvel impérialisme (10) qui soulève des questions il est vrai dérangeantes compte-tenu de l'Histoire du siècle dernier.

Bien sûr, en Allemagne même, les critiques commencent à fuser. Le *Spiegel* a ainsi récemment ouvert les feux avec un article fleuve très mordant contre la politique de la chancelière (11).

Puis ce fut le discours fantastique tenu à la tribune du Bundestag devant la représentation nationale par Sahra Wagenknecht (12), vice-présidente du parti Die Linke (*La Gauche*). Un discours où tout est dit avec les mots les plus justes.

Enfin, il y a eu cet appel lancé par des personnalités allemandes (*anciens présidents, intellectuels, artistes ou industriels*) dont le titre se passe de commentaire : «*Une autre guerre en Europe ? Pas en notre nom !*» (13). On voit toutefois mal Angela Merkel reculer, à plus forte raison s'il y a chantage.

Aujourd'hui l'Empire US semble donc avoir trouvé dans l'Allemagne le pivot européen idéal pour articuler sa croisade contre la Russie. Servie par la quasi dissolution d'une France qui ne pèse strictement plus rien en matière de politique étrangère, Berlin peut en effet s'appuyer pour ce faire sur la russophobie «naturelle» d'anciennes républiques soviétiques qu'elle contrôle largement (14).

L'Empire aux abois

De son côté, l'Empire poursuit furieusement sa montée aux extrêmes. Le 12 décembre dernier, le Congrès US a ainsi autorisé la livraison d'armes létales à l'Ukraine en votant à l'unanimité un texte que d'aucuns considèrent comme une véritable déclaration de guerre contre la Russie (15).

Nous en sommes donc là, en cette fin 2014.

En s'appuyant sur les faiblesses, les aveuglements ou les rêves de grandeur inavoués d'acteurs européens parfaitement lamentables dans cette affaire, l'Empire a décidé de privilégier la politique du pire pour tenter de conjurer son déclin, fixant une guerre en Europe de l'Est en acceptant avec une inconséquence inouïe la possibilité d'une confrontation militaire entre puissances nucléaires.

C'est peut-être que pour lui le temps presse de plus en plus.

L'offensive menée contre la Russie a en effet convaincu les pays du Brics de passer à la vitesse supérieure et les rapprochements entre Moscou et Pékin, et même plus récemment New Delhi, font paniquer Washington (16).

Sur le plan intérieur, la situation étasunienne se détériore d'heure en heure.

Un Américain sur 5 bénéficie désormais de bons d'alimentation pour vivre (17), et une réplique amplifiée de la crise des subprime de 2008 est d'ores et déjà sur dans les starting blocks.

Pour éviter la rébellion des 99% contre les prédateurs du *corporate power US*, c'est-à-dire du peuple contre le gouvernement, l'administration Obama a même exhumé la vieille technique de la division raciale pour noyer le poisson **(18)**, ce qui est tout de même un comble pour un premier Président noir US. Mais passons.

La faillite des Etats-Unis est consommée tant sur les plans financier que moral ou social.

Ne reste dès lors que l'Empire en tant que structure, en tant que Système, en tant que machine à dominer et à écraser, dans toute sa froideur et toute sa brutalité.

Un Empire aux abois, qui refuse de mourir dans son lit.

- See more at:

http://www.entrefilets.com/2014_1_annee_ou_1_empire_refuse_de_mourir_dans_son_lit.html#sthash.k78p6Yia.dpuf

Qui fait encore confiance à la FED ?

Blog de la résistance, ZeroHedge, 25 juin 2015

La défiance dans la fiabilité et la solvabilité de la Banque centrale américaine s'étend. En premier lieu avec le rapatriement de l'or de l'Allemagne, ensuite celui de la Hollande, puis de l'Autriche, et maintenant – comme nous l'avions noté auparavant – le Texas a adopté un projet de loi qui a pour objectif de rapatrier \$1 milliard de dollars *d'or* des coffres de la Fed de New York en le faisant transiter vers un dépôt nouvellement créé au Texas... *«Les gens cultivent cette image de grandeur et de puissance de l'État du Texas ... donc pour beaucoup d'entre eux, c'est là l'exactly lieu où ils voudraient aller avec leur or.»* Ici, le projet de loi contient un article pour empêcher toute préemption forcée des fonds par le gouvernement fédéral.

Dès 2011 :

«L'UTIMCO » (University of Texas Investment Management company), le deuxième fonds de dotation universitaire américain, a reçu près de \$1 milliard en lingots, et l'UTIMCO stocke cet or dans un coffre de New York, selon le conseil d'administration du fonds.»

La décision de convertir l'investissement d'un fonds en lingots d'or

a été lancée par un gestionnaire et membre du conseil d'administration du fonds de dotation de couverture de Dallas: Kyle Bass.

Zimmerman a dit, lors de sa réunion annuelle le 14 Avril, que Bass avait gagné 500 millions de dollars sur l'effondrement des prêts hypothécaires à risque américains [subprimes].

«Les banques centrales fabriquent plus que jamais un argent qu'elles n'ont pas. Alors quelle est la valeur de l'argent en termes d'achats de biens et services ?», a déclaré Bass hier dans un entretien téléphonique. «Je considère l'or comme une monnaie de référence car ils ne peuvent pas le créer en l'imprimant.»

A présent, [comme nous l'avons déjà noté précédemment](#), et comme le rapporte [The Epoch Times](#), le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a signé un projet de loi, le vendredi 12 juin, qui permettra au Texas de construire un dépôt d'or et de métaux précieux. En outre, le Texas rapatriera \$1 milliard en lingots de la Réserve fédérale de New York vers le nouveau dépôt, une fois celui-ci terminé.

Dans l'ensemble, le projet de loi semble plutôt bienvenu, mais ses implications sont loin d'atteindre celui du House Bill 483, ce texte de loi relatif à «la création et l'administration d'un dépôt d'État de métaux précieux», celui-là même proposé par Giovanni Capriglione, membre de la Chambre des Représentants du Texas.

Capriglione a dit dans le Star-Telegram:

«Nous ne parlions pas d'y construire un autre Fort Knox. Mais quand je l'ai annoncé, j'ai été submergé de courriels et d'appels téléphoniques venant de littéralement partout dans le monde. Les correspondants voulaient stocker leur or au dépôt du Texas. Les gens ont cette image rassurante de grandeur et de puissance avec l'État du Texas... Donc pour beaucoup de gens, c'est exactement là où ils veulent aller avec leur or.»

Mais n'est-ce pas à New York, un État également grand et puissant,

qu'est entreposée la plupart de l'or dans le monde ?

Pourquoi l'État du Texas veut-il construire sa propre installation de stockage ?



Rembrandt, Le festin de Balthazar (1635) National Gallery, Londres.

Présage écrit sur le mur ? L'état du Texas retire de New-York pour un milliard de dollars en lingots d'or et le stocke chez lui en le rendant juridiquement inconfiscable.

Il y a justement deux raisons importantes. La première concerne la méfiance dans le système de stockage actuel. La deuxième menace concerne le système du papier monnaie dans son ensemble.

«Dans beaucoup de cas, avec de l'or placé en banque, vous ne pouvez pas détenir un titre garanti pour récupérer l'or.

Vous avez juste un titre de contrepartie, qui fait de vous un créancier. Si la contrepartie (la banque) a un problème non lié à l'or, ils peuvent faire défaut et vous devenez un créancier non garanti», a déclaré Keith Weiner, président de l'Institut Gold Standard.

Cela signifie en résumé que vous obtenez ce qui reste après la liquidation, c'est à dire souvent juste une fraction de la valeur initiale de vos avoirs.

«C'est exactement le scénario qui s'est déroulé avec le courtier MF Global. Je connaissais des personnes qui avaient des récépissés de dépôt de lingots avec un numéro de série spécifique. Mais comme l'or avait un titre dévalué, ces personnes sont devenues des créanciers non garantis, en faillite», a déclaré Weiner.

Au Texas, deux grandes caisses de retraite publiques de l'Université du Texas (UOT) et le Régime de retraite des enseignants (TRS) détiennent plus de \$1 milliard de titres d'or-papier.

l'UTIMCO, inquiète de la détention d'or-papier, a effectivement échangé ses titres cotés en bourse pour prendre livraison de lingots d'or et les a entreposés dans un coffre de la Banque HSBC à New York dès 2011.

A l'époque, le même gestionnaire de fonds de pension, Kyle Bass, expliquait: «Je suis dans la position d'un commissionnaire fiduciaire, dans la mesure où je détiens l'or et que je vais le garder longtemps, il ne s'agit pas d'en faire commerce. [...] Nous avons examiné la COMEX (New York Commodities Exchange); à cette même époque, ils avaient environ 80 milliards de dollars de contrats à terme et de produits dérivés déclarés. Et dans l'entrepôt ils n'avaient que 2,7 milliards de dollars réels livrables. Nous allons détenir l'or longtemps. Vous êtes à bord, vous êtes une société fiduciaire, alors c'est facile, vous allez l'obtenir.»

Bass sous-entend qu'il y a beaucoup plus d'or virtuel que physique là-bas, et qu'il est plus prudent de détenir effectivement de l'or physique.

Prendre l'or et le déposer au Texas résoudrait également le risque d'en perdre la contrepartie. «En l'occurrence, l'or fera garantie par sa présence physique, personne n'ira le prêter et il ne servira pas de garantie pour d'autres opérations de la banque, a déclaré Victor

Sperandeo de entreprise de commerce EAM Partners.[...] Parce que si la banque ferme, vous êtes foutus.»

«Je pense que tout le monde voulait ça. Nous sommes plus à l'aise et rassurés avec l'or physique sous notre contrôle complet, a déclaré l'avocat constitutionnel et expert de l'or Edwin Vieira, travaillant au projet de loi au Texas. Ils ne veulent pas voir l'or dans une banque quelconque pour que d'ici deux à cinq ans, il s'avère ne plus y être.»

Jusqu'ici, l'attention reste pour l'essentiel focalisée sur l'aspect du dépositaire et les grandes institutions.

Cependant, le projet de loi comprend également une disposition pour empêcher la saisie, ce qui est important pour les parties privées qui veulent éviter une confiscation (comme celle de 1933) de leur lingots par les autorités fédérales.

L'article A2116.023 du projet de loi stipule: «Une prétendue confiscation, réquisition, saisie ou toute autre tentative de contrôler la propriété [...] est nulle ab initio et sans effet.» En effet, l'État du Texas protégera tout or stocké dans ce dépôt de la préemption du gouvernement fédéral.

Et sans la menace de confiscation, les citoyens privés peuvent utiliser l'or et l'argent comme monnaie, en contournant complètement le système de la monnaie papier (fiduciaire).

«Les gens peuvent légalement opérer des transactions avec des contrats basés sur l'or. La difficulté résidant dans la mise en œuvre de ces documents contractuels.» Or, le Texas a mis en place un mécanisme pour traiter avec les dépositaires. Nous avons des comptes ouverts dans cette institution, qui peuvent facilement opérer des mouvements pour certains montants. Donc, nous pouvons gérer notre système de monnaie de métaux précieux en cas de besoin», a déclaré Vieira.

Tout cela ne serait pas possible si l'or était stocké dans une banque, en raison des risques de banqueroute ou avec les jours non ouvrés.

Tout comme ce ne serait pas possible si le gouvernement fédéral pouvait confisquer l'or.

Selon Vieira, cette mesure anti-saisie repose sur l'article 1, section 10 de la Constitution des États-Unis, qui oblige les États à ne faire aucune offre de règlement des dettes qui ne soit indexée sur les métaux précieux.

«Si quelqu'un du ministère de la Justice vient à s'y opposer, vous allez voir des feux d'artifice juridiques et politiques. L'État va déclarer: nous avons besoin d'un mécanisme pour faire de la monnaie d'or et d'argent. Ceci est conforme à la disposition constitutionnelle. L'État fédéral ne peut y toucher. Notre pouvoir et notre légitimité en tant qu'État, sur le plan constitutionnel, prévaut sur toute loi que vous pourrez voter», a déclaré Vieira.

Et comme l'un des plaideurs est un État, le cas serait directement traité par la Cour suprême.

«Nous sommes en train de parler d'une situation sans précédent dans le champ de la légalité. Ce n'est plus un concept à la marge, a-t-il ajouté, mettant en garde contre un éventuel combat avec le gouvernement fédéral: Nous verrons comment réagiront le gouverneur et le procureur général.»

Traduit par Eric, relu par jj et Diane pour le Saker Francophone

Source zerohedge/ Le saker francophone

[La Grèce, nouveau laboratoire de la stratégie du choc](#)

[Nicolas Bourgoïn](#) 21 juin 2015 <https://bourgoinblog.wordpress.com/>

La « [stratégie du choc](#) » est une politique de démantèlement des biens publics et de réduction drastique des libertés menée après une grave crise économique, politique ou environnementale, un attentat ou une guerre. Elle s'inspire des techniques de lavage de cerveau et de privation sensorielle employées par la CIA visant à détruire la mémoire du sujet, briser ses

capacités de résistance et obtenir une « page blanche » sur laquelle écrire une nouvelle personnalité. A l'échelle d'une population, il s'agit de faire « table rase » du passé en réduisant à zéro le patrimoine public d'un pays, ses structures sociales et économiques pour y construire une nouvelle société. Privées de leurs points de repères, littéralement en état de choc, les populations victimes de ce traitement se sont vues spoliées de leurs biens publics (éducation, santé, retraites) et de leurs libertés par l'oligarchie et ses élites sans même pouvoir et vouloir se défendre. Les Chiliens sous la dictature de Pinochet ou les Argentins sous celle de Videla, les Russes victimes de la « thérapie de choc » de Boris Elstine, les Irakiens victimes de la campagne de bombardements intensifs américains de mars 2003 baptisée *Shock and Awe* (choc et effroi), le peuple de Louisiane victime du cyclone Katrina, les Américains victimes de [l'escroquerie du 11 septembre](#) et ses dérives liberticides, les Lybiens ou les Syriens en proie au terrorisme international, les Ukrainiens victimes du coup d'Etat made in CIA, les Sud-Africains, les Chinois ou les Polonais victimes de la contre-révolution néolibérale,... la liste est encore longue de tous ceux qui ont servi de cobayes à cette doctrine insensée née dans le laboratoire de l'Université Mac Gill à Montréal. Elle a provisoirement épargné l'Europe de l'Ouest... jusqu'à la crise des subprimes de 2007-2008.



Bienvenue en Grèce, laboratoire européen du « capitalisme du désastre » où

sont testées les limites de la résistance humaine : un taux de chômage (officiel) à 25 % (plus de 50 % chez les jeunes), un tiers de la population vivant sous le seuil de pauvreté, plus d'un tiers sans couverture maladie, des services publics en déliquescence laminés par des cures d'austérité draconiennes, un patrimoine public (sites archéologiques, îles, forêts, aéroports, compagnie de gaz ou d'électricité, ...) bradé pour une bouchée de pain à des sociétés privées... et une population à bout de souffle, devenue incapable de se défendre. La raison de cette capitulation ? le traumatisme provoqué par la violence de la crise imposée au peuple grec par l'oligarchie bancaire, sapant toute velléité de résistance à la destruction systématique de la sphère publique : « *Attendre une crise de grande envergure, puis, pendant que les citoyens sont encore sous le choc, vendre l'État morceau par morceau, à des intérêts privés avant de s'arranger pour pérenniser les « réformes » à la hâte*^[1] » est un bon résumé de ce qu'ont subi les Grecs. Ce véritable *coup d'État financier* a nécessité plusieurs phases de préparation dont la menace actuelle de faillite imminente du pays, prélude à sa mise sous tutelle financière, est l'aboutissement. Récit d'une tragédie (grecque) en 5 actes.

1^{er} acte : créer les conditions d'une crise du crédit (2000-2007)

Au début de la décennie 2000, les USA se lancent dans la folie du crédit sans limites. Les emprunteurs, même non solvables, contractent des formules de prêts immobiliers de plus en plus risquées, et le plus souvent à taux variable. Dans les premières années, les taux sont bas et les emprunteurs peuvent rembourser facilement mais au fur et à mesure qu'ils augmentent un nombre croissant de personnes ne peuvent plus rembourser leur emprunt immobilier et sont contraintes de vendre leur bien, faisant ainsi chuter les prix du marché, première étape de la crise. Ces emprunts « toxiques » (car ayant des risques élevés d'être non-remboursés) sont compilés avec d'autres produits financiers bénéficiant artificiellement de la meilleure note (AAA) des agences de notation pour être ensuite échangés sur les places boursières du monde. La banque d'affaires américaine Goldman Sachs est l'une des pionnières dans la création de ces « subprimes ». Coup d'arrêt au printemps 2008 : les ménages emprunteurs ne peuvent plus rembourser leurs prêts à cause de la montée des taux d'intérêts, la bulle de l'endettement privée éclate et le système se grippe. Le système financier est contaminé par ces titres pourris et la contagion est rapide : leur valeur s'effondre, la confiance des

investisseurs chute et le système du prêt interbancaire est vite gelé.

Le bénéfice est triple pour l'oligarchie bancaire : après avoir tiré profit du crédit facile dans la première phase, elle fabrique les conditions d'une crise artificielle qui obligera les États (donc l'argent public) à les renflouer dans la seconde phase et elle décuplera ses gains en plaçant des pays entiers sous sa dépendance grâce au creusement des dettes souveraines et au gonflement des taux d'intérêt de leur financement, dans la troisième.

2^{ème} acte : déclencher une crise de la dette (automne 2008)

Le déclencheur de la crise dite des « subprimes » est connu. L'administration Bush nationalise AIG et Bank of America, rachète Merrill Lynch ... mais refuse de sauver la banque d'investissement Lehman Brothers qui se déclare en faillite le 15 septembre, faisant alors chuter toutes les places boursières mondiales. Par cette décision, le secrétaire au Trésor Henry Paulson fait d'une pierre trois coups : il sacrifie un concurrent direct de Goldman Sachs – banque qu'il a présidé entre 1998 et 2006 et dont il continue en sous-main de défendre les intérêts –, et il fabrique les conditions d'une crise providentielle pour la finance tout en raflant l'argent public aux seuls bénéficiaires des banques privées grâce au « plan Paulson ».

3^{ème} : fabriquer une crise bancaire en Europe (2008-2009)

Conjointement présenté par la Réserve fédérale et le Trésor, le « plan Paulson » de rachat des actifs toxiques américains, d'un montant de 700 milliards de dollars, est voté au Congrès américain mais sans toutefois convaincre les investisseurs. Le CAC40 et le Dow Jones connaissent une chute historique le « lundi noir » (6 octobre 2008). Il faudra, pour calmer les marchés, que 7 banques centrales mondiales (États-Unis, Europe, Royaume-Uni, Canada, Suède, Suisse et Chine) s'accordent pour baisser leurs taux directeurs d'un demi-point.

4^{ème} acte : la transformer en crise économique (à partir de 2009)

La crise financière devient rapidement une crise économique. De nombreux pays rentrent en récession, la consommation des ménages chute, les entreprises accusent des pertes énormes et sont obligées de réduire leurs effectifs salariés ou font faillite, le chômage explose : de l'automne 2008 à fin 2009, le taux passe en France de 7,9% à 10%, aux USA il double de 5 % à près de 10 % et il triple en Grèce de 8 % à plus de 24 %. Le secteur

automobile est particulièrement touché. Aux États-Unis, le géant américain General Motors se déclare en faillite en juin 2009, seulement trois mois après Chrysler.

5^{ème} acte : Goldman Sachs peut alors placer ses pions en Europe...

La Grèce a joué le rôle du cheval de Troie d'une gouvernance bancaire européenne. **Première étape**, la faire entrer dans la zone euro. C'est ce à quoi s'est employée activement la banque Goldman Sachs [en maquillant ses comptes](#) pour sous-estimer ses dettes et ses déficits déjà élevés, notamment par la levée de fonds hors bilan.

Deuxième étape : provoquer une crise de la dette européenne [en étranglant financièrement la Grèce](#) par une montée des taux d'intérêt et attendre la contagion à d'autres États.

Troisième étape, placer ses pions dans les États les plus sévèrement touchés par la crise de la dette qui débute au printemps 2010 : Lucas Papademos, nouveau Premier ministre grec, Mario Monti, nouveau président du Conseil des ministres italien (nommé et non élu), et Mario Draghi, nouveau président de la Banque centrale européenne sont tous les trois des cadres de Goldman Sachs. Lucas Papademos fut gouverneur de la Banque de Grèce entre 1994 et 2002, et à ce titre a activement participé aux opérations de malversations perpétrées par Goldman Sachs. Mario Monti est conseiller international de Goldman Sachs depuis 2005, et nommé à la Commission Européenne. Il est également le président pour l'Europe de la Commission Trilatérale et membre du groupe Bilderberg, deux organisations mondialistes. Il est aussi l'un des membres fondateurs du groupe Spineilli, un think tank qui veut promouvoir un fédéralisme européen. Mario Draghi fut vice-président de Goldman Sachs pour l'Europe entre 2002 et 2005 et, à ce titre, est soupçonné d'avoir permis la dissimulation d'une partie de la dette souveraine des comptes grecs en les embellissant.

Quatrième étape : faire plier les États les plus fragiles en leur octroyant des aides irremboursables à des taux prohibitifs. Face au risque de défaut souverain, les investisseurs imposent des taux d'emprunt impraticables aux États en difficulté, qui ne peuvent alors plus se financer. Ces plans successifs sont assortis de conditions drastiques d'austérité, [mettant en péril l'équilibre social des pays](#). En Grèce, la sécurité sociale part en lambeaux, le ramassage des ordures n'est plus assuré, les musées ferment les uns après les autres, la

télévision publique n'émet plus, les livres disparaissent peu à peu des écoles, les [enfants tombent d'inanition](#)... Les salaires du privé ont baissé de 25% en 2011, le SMIC est ramené à 586 euros bruts, faisant tomber le salaire moyen à 803 euros en 2012 puis en 2013 à 580 euros, soit l'équivalent du [salaire moyen chinois](#). La Grèce est désormais considérée comme un [pays du Tiers-Monde](#).

Tous les prêts octroyés à la Grèce sont d'autant moins susceptibles de faire redémarrer son économie qu'ils sont [en grande partie captés par l'oligarchie financière](#) : les banques grecques (pour 58 milliards), les créanciers de l'État grec (pour 101 milliards), la plupart des banques et fonds d'investissement ont reçu l'essentiel des aides débloquées par l'UE et le FMI depuis 2010, soit 207 milliards d'euros. Les trois-quarts de l'aide attribuée n'ont pas bénéficié aux citoyens mais, directement ou indirectement, au secteur financier. Une [étude](#) d'Attac Autriche montre ainsi que seuls 46 milliards ont servi à renflouer les comptes publics – et toujours sous forme de prêts, tandis que dans le même temps 34 milliards ont été versés par l'État à ses créanciers en intérêt de la dette. Ou comment transformer la dette privée détenue par les banques et les créanciers, en dette publique.

Le caractère illégitime de la dette et l'incapacité du pays à la rembourser ne dissuade pas la Troïka d'imposer au peuple grec de nouvelles mesures d'austérité dont certaines sont [tout bonnement anticonstitutionnelles](#). Et pour cause : les vraies raisons de cet acharnement sont ailleurs. Faire échouer le gouvernement Syriza, principal obstacle au projet d'asphyxie puis de mise sous tutelle financière de la Grèce, est un enjeu de taille car il a valeur d'exemple pour les autres pays de l'Union Européenne, en particulier pour l'Espagne [tentée de suivre la même voie](#). Il explique notamment pourquoi les créanciers de la Grèce sont [encore plus exigeants](#) avec le gouvernement Tsipras qu'avec les précédents.

... prélude à une dictature mondiale de la finance

Les politiques d'austérité de la Troïka seront-elles bientôt étendues à tout le continent ? Et de là, au monde entier ?

Ce véritable racket imposés aux États (et donc aux populations) a été rendu possible par les différents traités européens : celui de Maastricht qui fait de la BCE le garant de la monnaie commune et le maître d'œuvre de la politique monétaire (article 105) et celui de Lisbonne qui grave dans le marbre

l'interdiction faite aux Banques nationales des États membres ainsi qu'à la BCE de financer directement les dettes souveraines et soumet ainsi les États aux appétits des banques privées[2] ([article 123](#)). Dans le viseur de ces traités : la souveraineté nationale et populaire, principal frein à la gouvernance mondiale de la finance. Le vote de refus aux consultations référendaires sur la constitution Européenne, que ce soit en France, aux Pays-bas ou en Irlande, n'a pas empêché la commission Européenne de les imposer. De plus en plus de décisions importantes en Europe sont prises par des fonctionnaires et lobbyistes non élus, au mépris des choix clairement exprimés par les citoyens... les rares fois où ils sont consultés.

La souveraineté populaire ou nationale sont des obstacles directs à la prédation financière ? Il suffit alors de les liquider purement et simplement ! Pour rendre acceptable [la baisse d'un tiers de nos salaires comme le préconise Goldman Sachs](#), l'oligarchie veut mettre en place des régimes autoritaires en Europe. JP Morgan considère sans rire que [des réformes politiques d'ampleur abrogeant les constitutions démocratiques bourgeoises](#) protectrices de l'après-guerre seront nécessaires pour supprimer l'opposition aux mesures d'austérité massivement impopulaires qui s'annoncent. L'anxiété sociale provoquée par la crise a bien joué un rôle de frein aux revendications – [2011 première année de la crise de la dette a vu une baisse spectaculaire du nombre de journées de grèves en France](#) et les réformes les plus dévastatrices pour le monde du travail, l'Accord National Interprofessionnel, le Pacte de responsabilité et les lois Macron sont passées comme une lettre à la poste alors qu'elles auraient provoqué avant la crise une levée massive de boucliers – mais l'oligarchie [veut aller plus loin et plus vite](#) et elle est prête à utiliser tous les moyens pour casser les résistances populaires. On comprend mieux le sens des efforts déployés par le gouvernement Hollande pour déstabiliser le modèle familial traditionnel : en s'attaquant à [la notion même de filiation](#) on fabrique des individus fragilisés, sans histoire et sans mémoire, en remettant en cause l'identité sexuée on efface un point de repère structurant, en détruisant les solidarités familiales on facilite l'avènement des dictatures de demain qui serviront les intérêts de la finance mondialisée. Faire table rase du passé en coupant les individus de leurs racines sociales, familiales, nationales ou religieuses pour obtenir une « page blanche » sur laquelle écrire une nouvelle histoire, est l'objectif de la « stratégie du choc ». La Grèce et son patrimoine public dévasté aura bien été

le laboratoire d'une nouvelle forme de dictature particulièrement destructrice que l'oligarchie bancaire va imposer à l'Europe entière.

[1] Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, 2007.

[2] Cette situation est celle que connaît la France depuis la loi Pompidou-Giscard de janvier 1973 qui interdit à l'État de se financer auprès de la Banque de France.

« Les chauffeurs de taxi sont des canuts... ! »

Charles Sannat 26 juin 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Difficile après les événements de la journée de ne pas vous parler des chauffeurs de taxi, de leur grève et de leur protestation. Je vais essayer d'aborder les choses de façon pragmatique et juste.

Un outil de travail qui coûte cher

N'imaginez pas que je vais me livrer à une défense inconditionnelle des chauffeurs de taxi. Néanmoins, par honnêteté intellectuelle, il est très important de rappeler certaines réalités de cette profession.

Il existe en gros deux types de « taxi ». L'artisan propriétaire de sa « plaque » et celui qui est locataire de sa « plaque ». Une plaque c'est le droit d'exercer comme taxi. Une plaque cela s'achète, cher, très cher, tellement cher qu'en réalité, bien souvent, ce n'est pas tant le chauffeur de taxi qui est propriétaire mais sa banque. 200 000 euros. C'est le prix par exemple à Paris pour devenir taxi.

Un chauffeur va exercer en « nom propre ». Cela veut dire qu'il est solidairement responsable de son activité. Si notre chauffeur de taxi ne rembourse pas son crédit, ou ne paye pas ses charges (le très célèbre RSI), la banque comme les organismes sociaux n'hésiteront pas un instant à venir saisir ses biens, ou sa maison.

Un chauffeur de taxi doit donc payer sa licence (la plaque), il doit payer des charges, il doit aussi financer très régulièrement l'acquisition de son véhicule, une assurance tous risques qui est très chère puisqu'il s'agit d'un métier où l'on transporte du monde, les frais de carburant...

Mais ce n'est pas fini (comme dit la pub), un chauffeur de taxi roule beaucoup. Énormément. Et vu le nombre de radars et de contrôles routiers, le moindre faux pas pour ces professionnels peut rapidement poser des problèmes importants. Bref, vous l'aurez compris, être taxi ce n'est pas forcément une sinécure, les contraintes sont nombreuses, les coûts sont importants et la législation très précise.

Une colère compréhensible, pourtant le métier de taxi va rapidement disparaître....

Il est donc assez logique que cette profession voit rouge lorsque des chauffeurs particuliers, qui ne sont pas assurés pour le transport de personnes, qui font cela occasionnellement donc sans avoir à remplacer un véhicule ou à acheter spécifiquement un véhicule pour cet usage, ne paient pas de charges ou d'impôts.

Même s'il est de bon ton de dire qu'Uber c'est super car c'est moderne, la réalité c'est que les profits d'Uber proviennent d'une distorsion de concurrence évidente. Uber s'arroge le droit de faire conduire des gens par des gens au mépris de toutes les règles y compris d'assurance. C'est parce que ses chauffeurs sont des amateurs qu'Uber peut gagner de l'argent.

Pourtant, je pense que les chauffeurs de taxi n'ont pas à avoir peur d'Uber dans sa version actuelle. Ils devraient néanmoins être effrayés par la version 2 d'Uber à laquelle ils seront rapidement confrontés (mais taxi ne sera pas le seul métier concerné). Je pense évidemment à la voiture sans chauffeur dans laquelle Uber, avec Google, est particulièrement en pointe.

Le métier de chauffeur de taxi est donc en réalité condamné et il s'agit à mon sens d'un combat que nos amis chauffeurs de taxi ont perdu d'avance. Ils n'arrêteront pas le « progrès ». Qu'ils se rassurent, je ne pense pas qu'être conduit par un robot soit un « progrès ». En ce qui me concerne, je préfère avoir un chauffeur crétin et désagréable plutôt qu'un robot, de la même façon que je préfère faire la queue à la caisse avec caissière qu'à la caisse automatique. Pourquoi ? Parce que c'est ma façon personnelle de résister à un système déshumanisant qui oublie aussi qu'économiquement, la richesse de tous dépend de la répartition par le salaire de l'ensemble de la création de richesse justement. Alors oui, je fais la queue y compris au péage là où un être humain prendra... ma carte bleue ! Au moins, il a un travail et donc un

salaires pour faire vivre sa famille.

Mais, ne soyons pas naïfs. Les entreprises ont pour vocation unique de faire toujours plus de profits. Et quand les entreprises de transports pourront se passer des chauffeurs... elles se passeront des chauffeurs. Cela concernera les routiers mais également les taxis. Vous vous rendez compte les gains de productivité ? Votre camion pourra en plus rouler sans s'arrêter en permanence... plus besoin de pauses ou de sommeil. Idem pour votre taxi.

Les chauffeurs de taxi mènent donc un combat d'arrière-garde, comparable à celui des canuts. On casse les véhicules des autres comme les canuts cassaient les métiers à tisser... mais au bout du compte, les canuts ont disparu.

Et non, je ne me sers pas de l'argument des canuts pour dire qu'il y aura plus de travail après. Ce n'est pas le cas et ce ne sera pas le cas.

Deux suggestions à faire à nos amis taxis

Collectivement, il ne faut pas demander l'application de la loi au sens strict, il faut aller plus loin. Il faut revoir la profession et aligner le régime des VTC sur celui des taxis ou inversement. Non, ne hurlez pas tout de suite et ne me jetez pas à la Seine avant d'avoir lu la suite.

Si on aligne ces deux régimes, il faut évidemment indemniser les taxis pour l'acquisition de leur licence dont le prix, à terme, va tendre vers 0. Or les gars sont endettés pour leurs licences à 200 000 balles et en plus ils ont plus de concurrence... donc impossibilité de gagner leur croûte, d'où la colère.

Alors de deux choses l'une, car tout dans la vie doit être régi selon les principes de justice et de cohérence. On ouvre le transport des gens à la concurrence. Dès lors on demande aux nouveaux venus, les VTC, de s'acquitter d'une soulte de disons 5 ou 10 000 euros afin d'avoir le droit d'exercer. Cette soulte alimente un fonds qui rachètera progressivement aux taxis leurs licences à la valeur du marché. On fixe évidemment le prix de la plaque en le figeant à son prix actuel afin que personne ne soit lésé.

Si on n'indemnise pas les taxis... eh bien on n'ouvre pas leur marché à la concurrence sinon cela veut dire que l'État s'arroge le droit de ruiner des gens, des familles entières et de façon générale, ce ne sont pas des procédés acceptables.

Il va falloir changer de métier

La deuxième suggestion, c'est que ceux qui comprennent l'avenir et qui ont encore beaucoup d'années à tirer feraient mieux de penser à une réorientation professionnelle. Vendez vos licences tant que vous le pouvez et allez faire autre chose. Je sais, ce n'est pas forcément facile, ni simple, il faut faire bouillir la marmite et puis que faire d'autre... certes. Mais mon analyse de l'évolution économique m'amène à penser que ce métier est condamné à brève échéance. VTC, Uber, co-voiturage, taxis clandestins, sans oublier voiture sans chauffeur et augmentation de toutes les charges tous les ans font du modèle économique d'un taxi un échec financier à venir.

Que cela ne soit pas une bonne nouvelle, j'en conviens. Que nos camarades taxis aimeraient entendre autre chose j'en suis presque certain, mais ce serait leur mentir et je ne mens jamais. D'ailleurs, lorsque l'on voit leur réaction dont la violence rappelle celle des bonnets rouges bretons, on sent bien une forme de désespoir.

Pourtant, comme le disait Churchill, « il vaut mieux prendre le changement par la main, avant qu'il ne vous prenne par le cou ». Et encore une fois cette maxime s'applique ici. Pendant des décennies, les taxis ont été tranquilles. Or depuis moins de 5 ans, le changement est palpable, évident même. Et ce statut finira par craquer, comme l'enseignement et l'Éducation nationale sous la pression des MOCCs qui sont les cours en ligne et où, du fin fond de la Corrèze, vous pourrez apprendre en écoutant le meilleur des professeurs de médecine du monde. Les enseignants n'en sont même pas conscients et pourtant leur métier, dans sa forme actuelle; est déjà mort (sans même avoir à évoquer les résultats souvent pitoyables).

Bref, vous devez comprendre que la convergence entre les technologies de l'information, de la robotique et de l'intelligence artificielle vont totalement bouleverser le monde du travail dans les 10 prochaines années.

Cela signifie que vous devez, à titre personnel, anticiper cette future réalité et que vous devez choisir ou vous reconvertir vers des métiers qui soient :

- non délocalisables ;
- non robotisables ;
- non informatisables.

Ce raisonnement et cette réflexion doivent être menés par toutes les

personnes qui ont encore au moins 10 années de travail devant elles. Je vous souhaite à tous beaucoup de courage et de lucidité afin d'aborder cette nécessité de changement, souvent subie, avec le plus de douceur possible et le moins de traumatisme, mais il s'agit-là de périodes toujours délicates et les transitions sont toujours difficiles à gérer.

La violence ne peut être que l'ultime recours...

Enfin, dernier élément de réflexion que je souhaitais partager avec vous, lorsque l'industrie du disque en pleine déconfiture fait tout ce qu'elle peut pour criminaliser les « pirates » qui sont aussi ses clients, elle se tire une balle dans le pied. Mettre ses propres clients en prison n'est pas une solution durable. On ne peut pas bâtir un modèle économique sur la contrainte pénale. Il faut donc se réinventer ou évoluer, au choix. De la même manière, ce n'est pas en cassant la gueule des clients d'Uber ou des VTC que les chauffeurs de taxi gagneront la « bataille des cœurs ». Dans la majorité des cas, la violence est bien mauvaise conseillère et contre-productive. L'image renvoyée par les taxis au reste de l'opinion est désastreuse.

Il existe des quantités de manière de se rendre populaire... Je ne sais pas moi, par exemple, une petite opération péage ouvert lors des départs en vacances attirera infiniment plus de sympathie de la part du peuple (qui tire la couenne) qu'un blocage du périph, et comme vous toucherez au grisbi (les sous), vous serez très rapidement écoutés !! Je pars en vacances le 1er août et je prendrai l'A10... Je vous dis ça c'est juste au cas où !!

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

L'UE mobilise 500 millions d'euros en faveur des entreprises sociales et des microentreprises

Soit 500 millions divisés par 27 pays = pas grand-chose de pas beaucoup... Mais la crise est derrière nous hein... surtout avec ce genre de mesure !

Charles SANNAT

Quel est le vrai poids de l'or dans l'économie mondiale ?

Philippe Herlin Publié le 25 juin 2015

Un article du journal suisse [Bilan](#) publié la semaine dernière affirme que le poids de l'or dans l'économie mondiale se monte à 172 milliards de dollars. Un chiffre qui semble relativement modeste, légèrement inférieur au chiffre d'affaires annuel d'Apple par exemple. L'or ne pèserait donc que cela ?

Ce chiffre provient du World Gold Council, qui se base sur l'activité du secteur minier. Cependant ce point de vue s'avère tout à fait partiel : il néglige les ventes d'or en tant que telles, aussi bien pour la joaillerie que pour l'investissement. Mais surtout, on raisonne ici en termes de flux, alors qu'il faut penser en termes de stock, car la finalité de l'acte d'achat d'or ne consiste pas à le consommer et à le faire disparaître, mais bien à le stocker. Seul le secteur informatique consomme de l'or, au sens classique du terme, et le fait donc disparaître dans le processus de production comme n'importe quelle autre matière première, mais cela ne représente que 10% de la consommation annuelle du métal précieux (et cet or est de plus en plus recyclé).

Quand on achète de l'or, c'est pour le garder bien précieusement, voilà ce qui importe. Qu'est ce que cela représente ? Etant donné que l'or est virtuellement indestructible (il résiste à l'eau et à la plupart des produits chimiques, il ne se dégrade pas avec le temps), la plupart de l'or qui a été extrait du sol existe encore aujourd'hui. La société GFMS (une branche de Thomson Reuters spécialisée dans les métaux précieux), estime qu'il existe environ 166.000 tonnes d'or dans le monde, sous forme de bijoux, lingots ou pièces, et cet ordre de grandeur est confirmé par d'autres sources. En considérant qu'un lingot d'un kilo vaut, selon son cours actuel et en arrondissant, 38.000 dollars, cette masse d'or représente 6.308 milliards de dollars (six mille trois cents milliards). Voici le vrai poids de l'or dans l'économie mondiale. C'est autre chose que le chiffre cité plus haut.

Bien sûr, si on ramène ce nouveau chiffre à celui des autres grands actifs de placement dans le monde, il redevient modeste : la dette publique des Etats-Unis approche les 18.000 milliards de dollars, soit trois fois la valeur de tout l'or du monde ! Après, tout est une question de choix : a-t-on confiance dans la dette publique, qui continue d'augmenter aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, le tout dans un contexte de croissance faible ou nulle ? Poser la question c'est y répondre.

Le véritable poids de l'or c'est, au sens propre, son poids en kilos, et dont le cours exprimé en dollars ou en euros évolue au gré du temps et des circonstances, mais cet aspect vient après. Et puis l'or ne constitue pas un placement parmi d'autres, c'est le placement ultime, celui qui résiste le mieux à tous les chocs, qui protège contre les manipulations monétaires, qui devient la planche de survie en cas de crise monétaire. Au-delà de son cours fluctuant, l'or trône depuis la nuit des temps un peu à part, adulé ou craint, rarement méprisé, comme un oracle ou un casseur, toujours sûr de lui, dont la valeur n'a jamais quitté le regard des Hommes, et cela vaut bien plus que son prix calculé en dollars.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

Mon dernier livre en téléchargement gratuit

Posté le 26 juin 2015 par Bruno Colmant

Mon dernier livre "De gigantesques soustractions socio-économiques" est en téléchargement gratuit sur le site de l'Echo. Lien : <https://t.co/GFgoZOmTXk>

En voici le quatrième de couverture :

De profonds chocs socio-politiques sont proches parce que nous n'arriverons plus à assurer la cohésion sociale. En effet, la croissance économique est une échappée dans le futur. Son absence devient une prison puisqu'il n'est pas possible de se projeter dans un avenir économique meilleur.

Quels sont les murs de cette geôle ? Il s'agit de la gigantesque soustraction des dettes que nous avons contractées et qui doivent être défalquées de notre futur, comme un monde qui se renverserait. Il s'agit, bien sûr, de la dette publique, mais aussi des autres dettes sociales, comme l'accentuation des inégalités, et des dettes sociétales dont les latences environnementales et climatologiques. Les pensions relèvent de cette problématique : un nombre réduit de travailleurs actifs n'arrivera pas à assurer l'augmentation de l'espérance de vie, dont il faut pourtant se réjouir. L'endettement des Etats, aggravé par la déflation, va les priver des moyens d'assurer la cohésion civile.

Cette déduction du futur, qui ne peut plus s'opérer sur la croissance, pourrait conduire à l'exclusion et à la prédation, d'autant que la pénétration dans

l'économie digitale va temporairement pulvériser des pans entiers de l'économie marchande. Les démocraties sont mises à l'épreuve dans le sillage des chocs économiques. Insidieusement, d'autres configurations politiques, plus autoritaires, risquent d'émerger.

Karl Marx a écrit que l'histoire a plus d'imagination que les hommes. Nous longeons les abîmes de grands chocs socio-économiques. Les configurations sociales deviennent extrêmement vulnérables.

Cet opuscule reprend les textes de l'auteur publiés entre l'automne 2014 et le printemps 2015. Les perspectives abordées relèvent de la politique monétaire et de la gouvernance de la Banque centrale Européenne, de l'euro, de la crise grecque et de la déflation, trop longtemps niée. De nombreux textes sont consacrés aux configurations sociétales et aux ordonnancements sociaux qui sont mis à mal par la crise.

GES, l'interdépendance entre économie et démographie

Biosphère , 26 juin 2015

L'équation de KAYA présente les causes du réchauffement climatique Elle met en relation l'influence et le poids de l'activité humaine en termes d'émission direct de gaz à effet de serre :

$$\text{CO}_2 = (\text{CO}_2 : \text{TEP}) \times (\text{TEP} : \text{PIB}) \times (\text{PIB} : \text{POP}) \times \text{POP} \Rightarrow \text{CO}_2$$

(CO₂ : TEP) : contenu carbone d'une unité d'énergie (qui peut s'exprimer en TEP, tonnes d'équivalent pétrole)

Cela correspond à un choix de ressources naturelles, charbon ou gaz, électricité, énergie renouvelable ou non, nucléaire

(TEP : PIB) : quantité d'énergie requise à la création d'une unité monétaire (qui peut correspondre au PIB)

C'est l'intensité énergétique de l'économie ou inverse de l'efficacité énergétique (qui serait PIB : TEP)

(PIB : POP) : production par personne ou niveau de vie moyen

POP : nombre d'habitants.

Tout est interdépendant, on ne peut agir sur un des termes sans considérer ce qui se passe ailleurs.

- si on divise par 3 les émissions de gaz à effet de serre, il faut aussi que l'ensemble des autres éléments soit divisés par trois. Peu importe

mathématiquement ce qui est réduit.

Cette division par 3 au niveau mondial est une approximation liée à un seuil (politiquement décidé) de 2°C de réchauffement. Les dernières indications scientifiques montrent qu'il ne faudrait pas dépasser le seuil de 1,5°C d'ici 2050, soit une division par 4 (c'est-à-dire - 75%). Ce facteur 4 était envisagé par le premier ministre Raffarin dès 2003 (voir annexe)

- Jean-Marc Jancovici : « Quand Bush a annoncé qu'il allait diminuer l'intensité énergétique de l'économie américaine de 18% en 10 ans, il est facile de voir que cela ne porte que sur l'un des termes de cette égalité (TEP/PIB). Et le reste ? Si la production économique par personne (PIB/POP) augmente de 25% dans le même temps (ce qui représente une croissance de 2,5% par an, soit un objectif conservateur pour n'importe quel gouvernement), avec une population (POP) qui augmente de quelques % dans le même temps (simple prolongation des tendances aux USA), et un contenu en carbone qui reste constant (assertion raisonnable compte tenu des tendances actuelles aux USA), le résultat sera une hausse des émissions de CO2, pas une diminution ! » »

- la tendance moyenne d'augmentation démographique est de 30 % d'ici 2050, soit un peu plus de 9 milliards d'habitants. Il faudrait donc diviser les autres indicateurs par 4, ce qui veut dire par beaucoup plus que 4 pour les pays les plus émetteurs. On mesure les efforts à demander à la population, gigantesque, sachant qu'on ne peut agir dans le court terme sur l'évolution démographique étant donné son inertie.

- Hypothèse d'une croissance annuelle moyenne du PIB de 2 % (2,3 % est atteint en 2012 et 2013) sur 40 ans, soit une multiplication de 2,2. La population serait multipliée par 1,33. Il faudrait donc diviser les autres indicateurs par 9. Or le "contenu en gaz carbonique de l'énergie" a juste diminué de 10 % sur les 40 dernières années. D'autre part le découplage entre TEP et PIB se heurte à l'effet rebond.

-

étant donné ce qui précède, on est voué à une décroissance économique (récession, voir dépression) et démographique (épidémies, guerres et famine) forcée qu'il s'agit politiquement de maîtriser le mieux possible.

conclusion

Il est donc politiquement absurde d'ignorer la variable démographique et le

concept de décroissance économique lors de la COP21. La solution au réchauffement climatique passe obligatoirement par ces deux axes.

L'argent métal, c'est maintenant ou jamais !

Charles Sannat 26 juin 2015



Le 6 avril dernier, Christophe Vereecke, consultant analyste marché, nous mettait en garde contre [la fin des « soldes » sur l'argent](#). Depuis, des articles ont commencé à évoquer un phénomène de possible bulle autour de l'argent. Ce risque existe-t-il vraiment ? Les usages de l'argent métal étant liés à des problématiques d'avenir, une demande croissante est en vue. On peut se préparer à une ruée sur l'argent.

Le photovoltaïque en pleine expansion

L'énergie solaire

L'importance de la demande en argent métal vient notamment du secteur de l'énergie solaire.

Figurez-vous que la demande pour l'industrie photovoltaïque est passée de 7,3 tonnes en 2005 à 59,9 tonnes en 2014 ! Et cette demande va continuer d'augmenter. En Inde, l'installation de panneaux solaires est en train de dépasser les parcs éoliens. L'énergie solaire est l'avenir dans tous les pays ayant un fort ensoleillement (et de moins en moins de précipitations), au Moyen-Orient, en Californie, en Australie...

Compte tenu des problématiques croissantes liées au réchauffement climatique, l'industrie énergétique cherche de plus en plus d'alternatives aux combustibles fossiles, de plus en plus rares et de plus en plus polluants.

Le solaire constitue une source d'énergie propre et directe et en plus c'est un secteur rentable.

Des maisons individuelles aux grandes entreprises, l'énergie solaire prolifère. Mais ce que beaucoup ne savent pas, c'est que l'argent est l'un des composants principaux des cellules photovoltaïques qui captent les rayons du soleil et les transforment en énergie. 90 % des cellules photovoltaïques en silicium cristallin (la plus courante) cellulaires utilisent de la pâte d'argent et de près de 70 millions d'onces d'argent vont être utilisées dans l'énergie solaire d'ici 2016.

La purification de l'eau

Utilisé en masse dans les millions de filtres vendus chaque année, l'argent, de concert avec l'oxygène, agit comme un puissant désinfectant qui offre une alternative efficace à d'autres systèmes de désinfection plus nocifs. Ses propriétés antibactériennes empêchent les bactéries et les algues de se développer à l'intérieur des filtres. L'argent rend l'eau potable en éliminant les bactéries, le chlore, les trihalométhanes, le plomb, les particules et les mauvaises odeurs.

Les hôpitaux, les réseaux d'eau municipaux, les piscines et les spas commencent à intégrer des ions d'argent dans leurs systèmes de purification d'eau. L'ionisation des réseaux d'eaux avec du cuivre et de l'argent s'avère efficace, même si les dosages sont encore techniquement difficiles à gérer.

L'argent fait aussi partie des moyens de lutte contre des maladies comme les légionelles (*Legionella* spp) et les pseudomonas. Différents systèmes utilisant l'argent sont à l'étude dans des centres hospitaliers, comme les filtres jetables à fixer directement sur la robinetterie. Ils contiennent un additif bactériostatique à base d'argent, sans relargage dans l'eau. Ils sont sans risque de contamination, grâce à leurs composants.

(source site [Hygiène prévention et contrôle de l'infection de Vaud](#)).

L'eau potable est une problématique majeure dans les pays en voie de développement et l'argent est l'une des clés dans le traitement de cette question.

L'isolation thermique des fenêtres

L'argent est le métal le plus réfléchissant et est de plus en plus utilisé dans l'isolation thermique pour réduire la consommation d'énergie. Des fenêtres avec un revêtement invisible en argent réfléchissent jusqu'à 95 % des rayons

du soleil (pour les plus bon marché !) et gardent la chaleur à l'intérieur. Aux États-Unis, plus de 250 millions de mètres carrés de verre revêtus d'argent sont utilisés chaque année.

Même si l'argent est utilisé en quantités infinitésimales, il va de plus en plus être utilisé, et à très grande échelle, vu qu'il est la clé de problématiques d'avenir.

Source The Silver Institute : « [L'argent dans les énergies vertes](#) »

Un minerai qui se raréfie

Comme les énergies fossiles, les réserves d'argent non plus ne sont pas éternelles. Selon des experts en géologie, Armin Reller et la University of Augsburg et Tom Graedel et Yale University, si la demande continue d'augmenter (ce qui sera le cas compte tenu des perspectives d'usage à venir), les mines d'argent pourraient être tarées d'ici 15 ans.

Depuis 2005 où la production minière était de 639,9 tonnes à 2014 où elle culminait à 877,5 tonnes, la production minière pourrait atteindre un pic d'ici deux ans, alors que les teneurs en argent dans les mines diminuent fortement depuis des années. Avec une once d'argent inférieure au coût moyen d'exploitation minière, ce niveau de production n'est pas tenable et ce manque à gagner gèle toute perspective de prospection, mettant en péril l'approvisionnement futur.

La problématique de recyclage

L'argent est utilisé en quantités infinitésimales, il est intégré directement dans les éléments qu'il compose. Contrairement à l'or ou au cuivre qui sont en proportion dominante dans les alliages utilisés, l'argent est employé en quantités infimes. D'où la difficulté, voire l'impossibilité, de le recycler. Récupérer des particules d'argent dans les smartphones, les catalyseurs, les filtres, puces sans contact de types RFID et NFC... s'avérerait extrêmement coûteux et compliqué. Le seul secteur dans lequel il serait rentable de récupérer l'argent est la photographie argentique, qui est hélas en train de périliter.

Attendez-vous à un gros rush sur l'argent

L'argent métal, vu par le prisme de son utilisation dans des technologies vertes, va connaître un déséquilibre certain entre l'offre et la demande. À lui seul, ce hiatus constitue un facteur de hausse de prix de l'argent métal dans les années à venir. Si l'on ajoute à cela un marché papier qui a de plus en plus de mal à [truquer les cours](#), un ratio or/argent intenable et une perspective de rebond technique après une longue période baissière, on a tous les ingrédients pour une ruée sur l'argent dans les années qui vont venir.

En termes d'épargne, l'argent métal est plutôt bien loti. Aujourd'hui, la demande en argent physique d'investissement est 4 fois plus élevée, notamment grâce à une forte demande de pièces en argent émanant de certains pays (États-unis, Canada, Inde, Espagne). La Canadian Mint a dû faire face plusieurs fois à des pénuries au niveau de la demande de pièces en argent.

« L'or du pauvre » est promis à un bel avenir et est, au même titre que l'or, un actif tangible de protection du patrimoine. Ce n'est pas pour rien si ces deux métaux précieux sont les plus vieilles monnaies du monde. Aujourd'hui, il existe des produits en argent métal complètement dédiés à l'épargne, avec une fiscalité avantageuse et qui offrent les mêmes bénéfices que l'or, à moindre coût.

Placer 10 % de son épargne dans l'argent métal et 20 % dans l'or physique permet de se protéger de l'inflation et d'amortir de potentielles pertes enregistrées par d'autres actifs.

Tous les épargnants qui possédaient une partie de leurs placements en métaux précieux après la crise de 2008 peuvent aujourd'hui en témoigner.

Téléchargez gratuitement le Livre Blanc « [L'argent métal, l'épargne de demain](#) » sur [AuCOFFRE.com](#).